

*Der Schweizerische Botschafter*

Washington, 2. November 1977

VERTRAULICHKonsultationen Washington  
Oktober 1977

Sehr geehrter Herr Botschafter,

Wie vereinbart, sende ich Ihnen anbei, in zwei kompletten Sätzen, die inzwischen fertiggestellten Aufzeichnungen Ihrer Washingtoner Konsultationen in der Zeit vom 25. bis zum 27. Oktober.

Es handelt sich, in chronologischer Reihenfolge, um folgende Gesprächsnotizen (Namen meiner für die Redaktion jeweils verantwortlichen Mitarbeiter in Klammern vermerkt):

./.

Herr Botschafter Dr. A. Weitnauer  
Generalsekretär des Eidgenössischen  
Politischen Departementes  
Bern



1. George S. VEST  
Assistant Secretary of State for European Affairs  
(Botschaftssekretär R. Grossenbacher)
2. Anthony W. LAKE  
Director of Policy Planning Staff, State Department,  
bzw. Philip S. KAPLAN, Member of Policy Planning Staff  
und H. KREISBERG, Deputy Director, Policy Planning Staff  
(Botschaftssekretär R. Grossenbacher)
3. Charles W. MAYNES  
Assistant Secretary of State for International Organi-  
zations Affairs  
(Botschaftssekretär R. Grossenbacher)
4. Matthew NIMETZ  
Counselor of the State Department  
(Botschaftsrat F. Pianca)
5. Philip C. HABIB  
Under Secretary of State for Political Affairs  
(Botschaftsrat F. Pianca)
6. Helmut SONNENFELDT  
former Counselor of the State Department  
(Minister A. Hohl)
7. Ambassador Michael STERNER  
Deputy Assistant Secretary of State for Near Eastern Affairs  
(Botschaftsrat S. Meili)
8. Leslie H. GELB  
Director of the Bureau of Politico-Military Affairs  
Department of State  
(Botschaftsrat S. Meili)
9. Professor Samuel HUNTINGTON  
Chief of the Bureau of Strategic Studies  
National Security Council  
(Botschaftssekretär D. Dayer)
10. Reginald BARTHOLOMEW  
Senior Staff Member (Europe, USSR and East-West)  
National Security Council  
(Botschaftssekretär D. Dayer)
11. David AARON  
Deputy Assistant to the President for National Security  
Affairs (Stellvertreter von Brzezinski)  
(Minister A. Hohl)

- 3 -

Darf ich beifügen, wie wertvoll auch uns, Minister Hohl, unsern diplomatischen Mitarbeitern und mir selbst Ihre Konsultationen, an denen wir teilnehmen konnten, der durch diese Gespräche geförderte Kontakt mit massgebenden Persönlichkeiten aus Staatsdepartement und Weissem Haus, sowie der sich daraus ergebende umfassende Ueberblick über wesentliche politische Probleme gewesen sind. Sehr geschätzt wurde vom Stab dieser Botschaft auch die uns gebotene Gelegenheit, von Ihnen über gewisse schweizerische Belange orientiert zu werden und sich mit Ihnen persönlich aussprechen zu können.

Genehmigen Sie, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Mit freundlichen Grüssen



(R. Probst)





Visite à Washington  
du Secrétaire général du Département politique fédéral,  
l'Ambassadeur Albert Weitnauer

Entretien du 25 octobre 1977  
avec George S. Vest,  
Assistant Secretary for European Affairs  
au Département d'Etat

\* \* \*

Participants

Américains : George S. Vest  
Marvin L. Warner  
Ambassadeur des Etats-Unis à Berne  
John J. Hurley  
Swiss desk officer au Département d'Etat

Suisses : Ambassadeur Weitnauer  
Ambassadeur Probst  
Ministre Hohl  
Roger Grossenbacher

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

M. Weitnauer est revenu de Yougoslavie avec l'impression que ni les Américains, ni les Soviétiques n'entendent laisser se développer la réunion de Belgrade en une conférence monumentale. La question qui se pose dès lors est celle de savoir s'il y a une sorte d'entente entre les deux puissances. A son avis, le chef de la délégation américaine, l'Ambassadeur Goldberg, est un excellent choix et fait du très bon travail.

M. Vest, visiblement touché par ces remarques élogieuses, déclare qu'il y a eu pendant un certain temps pas mal de spéculations quant à la politique que Washington allait poursuivre à Belgrade. Pourtant, le Secrétaire d'Etat Vance avait, dans une de ses premières prises de position à ce sujet, indiqué que les Etats-Unis adopteraient une approche non polémique. Or, Goldberg s'exécute en suivant fidèlement cette doctrine de base. M. Vest s'élève catégoriquement contre toute idée d'entente. D'après lui, la position de son pays était relativement claire et il semble que Moscou l'ait assez rapidement compris et se soit adapté à cette situation. Connaissant l'optique américaine, l'URSS pouvait, à l'instar des Américains, également opter pour un cours non polémique.

Il n'est guère probable que la réunion se termine encore cette année, estime M. Vest. Il lui paraîtrait probable que les discussions reprennent en janvier prochain et qu'elles aboutiront vraisemblablement en février. De toute façon, il pense que des résultats concrets ne pourront être obtenus qu'à la veille de la clôture des séances. M. Vest est d'accord avec son interlo-

cuteur que les objectifs minimaux à atteindre sont : la date et le lieu de la convocation d'une nouvelle conférence. De même, il partage l'avis qu'il n'y a aucun sens de trop vouloir à la fois, car on risquerait d'aller à fins contraires. Les suites de la CSCE ne sont pas une opération ponctuelle, mais s'inscrivent au contraire dans un processus continu devant, pas à pas, apporter des progrès.

### Alliance atlantique

Est-ce que les Etats-Unis sont satisfaits de l'état dans lequel se trouve l'OTAN ? Dans un sens général oui, répond M. Vest. Malgré certaines différences de vues, et en dépit du phénomène de l'eurocommunisme, le sentiment de cohésion semble prédominer. Les quelques divergences qui existent au sein de l'Alliance ne sont rien comparées aux problèmes auxquels les Soviétiques sont confrontés à l'intérieur du Pacte de Varsovie. L'OTAN est donc dans une situation plus confortable. L'Est n'exerce aucune attraction sur les pays de l'OTAN, même pas sur les eurocommunistes, explique M. Vest, alors que l'Occident agit comme un aimant sur les peuples d'Europe orientale. Il s'agit là d'un atout considérable pour l'OTAN. Nos sociétés ont une flexibilité que celles de l'Est n'ont pas. Dès lors, l'Occident est mieux à même de s'adapter à de nouvelles situations et de s'attaquer avec succès à de nouveaux problèmes. L'Europe de l'Ouest a définitivement le vent en poupe, alors que l'Est, et surtout Moscou, sont bloqués. La gérontocratie moscovite est continuellement sur la défensive. La nouvelle administration américaine l'a d'ailleurs



sérieusement ébranlée au début. Au lieu de pouvoir acculer Washington, c'est cette dernière qui a d'emblée poussé le Kremlin dans ses retranchements. Ce n'est que vers le mois de septembre que l'équipe Brejnev s'est rendue compte qu'il lui était possible d'arriver à des résultats avec Washington, et c'est cela qui expliquerait les récents progrès enregistrés (SALT, Proche-Orient, etc.). M. Weitnauer complète ces remarques par une observation faite à Belgrade. Il a été frappé de constater combien toutes les délégations présentes sont finalement les représentants non d'entités disparates, mais d'une Europe au sens large, allant de l'Est jusqu'aux Etats-Unis et au Canada.

#### Espagne et OTAN

De quelle façon voit-on à Washington l'évolution en Espagne, notamment en ce qui concerne son éventuelle adhésion à l'OTAN ?

Le rapprochement de l'Espagne à l'Europe et à l'OTAN est une chose saine, non seulement pour ce pays, mais pour l'Europe dans son ensemble, dit M. Vest. L'important dans ce domaine, relève-t-il encore, est que Washington veut laisser les Espagnols arriver eux-mêmes à la solution qui leur paraît bonne. Déjà sous Franco, les Américains n'ont jamais caché qu'ils souhaitaient que Madrid se rapproche de l'Alliance atlantique. Leur attitude n'a pas changé. Une intégration de ce pays dans le système de l'OTAN serait facilitée de nos jours du fait que le processus de démocratisation est en plein cours et que, par conséquent, personne



ne s'opposerait plus aujourd'hui à l'arrivée de l'Espagne (même pas les Pays-Bas ou les Scandinaves qui, précédemment, étaient les plus farouchement opposés).

Qu'en est-il des répercussions de l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN sur les relations américano-soviétiques, demande M. Weitnauer ? N'y a-t-il pas de danger que le Kremlin essaie de trouver une sorte de compensation en Yougoslavie, ou les allusions de Moscou ne sont-elles que de la rhétorique ?

Pour M. Vest, il ne faut pas s'attendre à des effets sur les relations Washington-Moscou puisque, dans son esprit, les Soviétiques ne font qu'utiliser des mots qui n'impressionnent aucunement le Département d'Etat.

### Italie

Les deux interlocuteurs s'accordent pour dire que l'Italie passe à travers une phase très curieuse. D'une part elle réussit à améliorer sensiblement sa situation économique, alors que d'autre part la marge de manoeuvre du gouvernement est des plus étroites. Son problème central semble être celui d'un vieillissement des dirigeants politiques traditionnels et l'absence d'une relève. Le mécontentement populaire à leur égard va croissant et, estime M. Vest, de nombreuses voix vont finalement aux communistes en tant que signe de protestation. Le malaise connaît ses hauts et ses bas. Selon M. Vest, il s'accroîtrait présentement, ce qui expliquerait la réapparition du mouvement de fuite de capitaux vers l'étranger.

Est-ce que les communistes seraient en mesure de gagner une majorité par des moyens démocratiques ? M. Weitnauer ne le pense pas et M. Vest est du même avis.

Pour ce qui est de l'OTAN, précise M. Vest, il n'y a pas eu de changement et l'Italie est toujours traitée en tant que partenaire de plein droit.

### Yougoslavie

Que se passera-t-il après la disparition de Tito, demande M. Weitnauer ? Les forces centrifuges l'emporteront-elles ou continuera-t-on sur le même chemin ?

M. Vest penche pour le deuxième pronostic et ajoute que la politique du Président Carter va dans ce sens. Sous Ford, les relations entre Washington et Belgrade s'étaient considérablement détériorées et la nouvelle administration s'est efforcée de les normaliser à nouveau. En pratique, cela consiste pour les Américains à reprendre la politique inaugurée dans les années cinquante, à savoir la reconnaissance du fait que la Yougoslavie est un pays indépendant et non aligné. C'est sur cette ligne qu'on a opéré ces derniers mois et la visite à Washington d'Edvard Kardelj, membre de la présidence yougoslave, a été un succès, affirme M. Vest.

Quant à l'avenir, il pense que la Yougoslavie restera ce qu'elle est actuellement. Il est tout de même remarquable qu'elle permette à ses ouvriers d'aller gagner leur vie en Occident.

Aucun autre pays de l'Est pourrait se permettre ce luxe, ce qui montre bien, estime M. Vest, que les Yougoslaves ont développé un sentiment de nationalisme qui fait finalement leur force.

En ce qui concerne Kardelj, il est bien placé pour la succession, d'autant plus d'ailleurs qu'il appartient lui-même à la minorité slovène. M. Vest a pu se rendre compte qu'il est apparemment plein de vigueur, bien qu'il ait eu un cancer.

Les Etats-Unis feront de leur mieux pour aider la Yougoslavie à poursuivre sa voie. Dans le domaine militaire, il n'y aurait rien de prévu pour le moment, mais la Maison Blanche serait disposée - comme cela a déjà été le cas dans le passé - à prendre en considération les demandes de matériel qui lui seront présentées.

L'URSS quant à elle, dit M. Vest, ne pourra guère intervenir, du moins directement, en Yougoslavie. Elle se discréditerait non seulement en tant que champion de la détente, mais provoquerait inévitablement des réactions parmi les membres de l'OTAN. De plus, les Yougoslaves sont d'excellents chasseurs alpins et ce n'est certainement pas une guerre de partisans que Moscou aimerait déclencher sur l'un des flancs de son glacis.

M. Weitnauer souscrit à cette vue. Les Soviétiques sont extrêmement prudents et ne s'engagent dans une affaire de ce genre que lorsqu'ils sont sûrs de l'emporter (p.ex. Tchécoslovaquie), ce qui n'est pas le cas en Yougoslavie.



SALT

Quelles sont les chances de faire passer un accord SALT devant le Congrès américain ?

Le problème ne se posera certainement plus cette année, indique M. Vest, car il faut encore que les deux parties finissent de mettre sur pied le texte de l'accord, de nombreux points étant encore ouverts. Il reconnaît qu'il ne sera pas facile de faire accepter l'accord par les parlementaires, mais il reste optimiste. D'abord, parce qu'aucun Président ne soumettrait jamais un accord de ce genre qui ne serait pas le meilleur pour le pays. Ensuite, parce que le Secrétaire d'Etat Vance est l'homme qui inspire la confiance par sa compétence et son honnêteté.

\* \* \*



Visite à Washington  
du Secrétaire général du Département politique fédéral,  
l'Ambassadeur Albert Weitnauer

Entretien du 25 octobre, 1977  
avec Anthony W. Lake,  
Director of Policy Planning Staff  
au Département d'Etat

\* \* \*

Participants

Américains : Marvin L. Warner  
Ambassadeur des Etats-Unis à Berne  
  
Philip S. Kaplan  
Member of Policy Planning Staff  
  
Paul H. Kreisberg  
Deputy Director, Policy Planning Staff  
  
John J. Hurley  
Swiss desk officer au Département d'Etat

Suisses : Ambassadeur Weitnauer  
  
Ambassadeur Probst  
  
Ministre Hohl  
  
Roger Grossenbacher

Ayant été convoqué d'urgence par le Secrétaire d'Etat Cyrus Vance pour examiner les récents développements à l'ONU (sanctions à l'égard de l'Afrique australe), l'entretien prévu avec M. Lake n'a pas pu avoir lieu. Ci-après quelques points discutés avec ses collaborateurs alors qu'on attendait de savoir si M. Lake pourrait venir ou pas.

Ce qui a principalement intéressé MM. Kaplan et Kreisberg, c'est la façon dont la Suisse conçoit le problème de la dette des pays de l'Est, et notamment de la Pologne, à l'égard de l'Ouest.

M. Weitnauer a répondu qu'il y a lieu d'insister sur le remboursement de ces dettes, ne serait-ce dans l'intérêt propre des pays concernés car dans le cas contraire, peu d'investisseurs occidentaux continueraient à placer à l'Est l'argent dont celui-ci a tant besoin. Cela dit, la Suisse n'est pas, en principe, opposée à des moratoires si ceux-ci s'avèrent indispensables. De toute façon, l'Occident a intérêt à ce que l'Est devienne de plus en plus dépendant de lui afin de réduire ainsi les perspectives d'une guerre, déclare M. Weitnauer. Concernant la Pologne, il s'agit au fond d'une exception, a souligné M. Weitnauer, car elle est restée un Etat largement agricole.

L'autre sujet qui retenait spécialement l'attention des interlocuteurs précités est celui des performances de la politique étrangère américaine. De quelle façon la Suisse les juge-t-elle ?

M. Weitnauer réplique que, abstraction faite du domaine nucléaire qui nous a créé quelques difficultés, la politique étrangère de la nouvelle administration n'a pas contrarié notre pays et lui paraît aller dans la bonne direction. M. Weitnauer se

dit également heureux de voir que les droits de l'homme ne sont pas l'unique élément de cette politique.

Comment comprendre la position dure adoptée ces jours-ci par le premier ministre d'Afrique du Sud Vorster, demande M. Kaplan.

Vorster a toujours été un dur, lui rétorque M. Weitnauer, c'est l'homme de son histoire. Mais il est vrai que cette manifestation ouverte d'un durcissement tombe mal dans le contexte actuel.

\* \* \*

Visite à Washington  
du Secrétaire général du Département politique fédéral,  
l'Ambassadeur Albert Weitnauer

Entretien du 25 octobre, 1977  
avec Charles W. Maynes  
Assistant Secretary, International Organization Affairs  
au Département d'Etat

\* \* \*

Participants

Américains : Charles W. Maynes  
Marvin L. Warner  
Ambassadeur des Etats-Unis à Berne  
John J. Hurley  
Swiss desk officer au Département d'Etat

Suisses : Ambassadeur Weitnauer  
Ambassadeur Probst  
Ministre Hohl  
Roger Grossenbacher



Suisse - ONU

D'emblée, M. Maynes souligne que son pays ne voit aucune raison pour laquelle la Suisse ne devrait pas être membre de l'ONU.

M. Weitnauer informe son interlocuteur de l'état de ce dossier et annonce que, si tout va bien, nous pourrions avoir en Suisse un vote sur l'adhésion d'ici 3 à 4 ans. Il indique également que notre absence des organismes politiques de l'ONU ne nous a pas empêchés d'assumer certaines missions particulières (Cuba, surveillance de l'armistice en Corée, etc.).

M. Maynes ajoute que, du point de vue de la politique du personnel de l'ONU, nous aurions un avantage évident à entrer à l'ONU. Il est connu que l'ONU cherche à <sup>réaliser</sup> une répartition équitable des postes entre les différents membres. De ce fait, les petits pays sont souvent avantagés. Mais il s'avère parfois difficile de recruter dans ces pays des personnes répondant aux exigences formulées. De ce fait, la Suisse pourrait souvent être appelée à désigner des candidats à des postes importants.

Rôle de l'ONU

M. Weitnauer s'intéresse à savoir comment on perçoit au Département d'Etat le rôle de l'ONU.

Selon M. Maynes, c'est Patrick Moynihan, l'ancien Ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, qui a eu le mérite d'amener l'administration

a prendre l'ONU au sérieux. C'est grâce à lui que Kissinger aurait réalisé que ce qui se passe à New York a des répercussions directes sur la politique étrangère et ne peut, dès lors, pas être ignoré. De plus, certaines affaires ne peuvent plus être accomplies sans que l'ONU y soit associée de près ou de loin (Proche-Orient, Afrique australe, etc.).

La reconnaissance par les Américains de l'importance du rôle de l'ONU pose toutefois un problème crucial. Il est un fait que plus une enceinte est grande plus la totalité des membres ont la possibilité de s'exprimer et de prendre position. Par contre, pour faire du travail efficace, les petits groupes sont de loin préférables. Or, au sein du Département d'Etat il y aurait certaines personnes qui seraient encore entièrement opposées à l'idée de négociations menées à l'ONU. Il s'agira par conséquent pour le Département d'Etat d'établir une distinction entre questions nécessitant une approche en petit cercle et problèmes pouvant être traités en réunions plénières. Ce ne sera pas une tâche aisée, mais elle sera essentielle pour déterminer quel rôle les Etats-Unis accordent à l'ONU, dit M. Maynes.

#### Namibie

M. Maynes introduit ce point en disant que, si la question namibienne devait progresser comme prévu, il est probable qu'une mission de maintien de la paix sera mise sur pied en Namibie par l'ONU. Selon les prévisions, l'ordre de grandeur approcherait celui des opérations au Proche-Orient. Dans l'hypothèse d'un nouveau méca-

nisme de ce genre, les Etats-Unis souhaiteraient que la Suisse puisse s'y associer (financièrement ou matériellement - p.ex. logistique).

M. Weitnauer répond qu'il s'agit d'une situation nouvelle et qu'il ne peut engager son gouvernement, mais laisse entendre qu'une requête de cette nature serait certainement considérée avec toute l'attention qu'elle mérite.

#### Sanctions à l'égard de la Rhodésie

Questionné par M. Maynes, M. Weitnauer déclare que la Suisse est consciente de l'urgence de l'examen du problème du contournement des sanctions de l'ONU et annonce qu'un rapport suisse sera présenté en temps utile.

#### Afrique du Sud

M. Maynes relève qu'après les incidents de Soweto les investissements américains et de RFA en Afrique du Sud ont baissé substantiellement. Qu'en est-il de la Suisse ?

Selon M. Weitnauer, les investisseurs suisses traditionnels ne procèdent pas à de nouveaux investissements. Pour ce qui est de l'exportation de matériel de guerre, il est interdit à destination de l'Afrique du Sud. M. Weitnauer tient cependant à signaler que, malgré l'attitude du gouvernement suisse, qui s'est à plusieurs reprises déclaré opposé à l'apartheid, l'Afrique du Sud jouit encore de passablement de sympathie parmi la population de notre pays.



OIT

S'enquérant du dernier état de la question de la participation des Etats-Unis à l'OIT, M. Weitnauer reçoit la réponse suivante : l'administration est divisée. D'un côté, il y a le Département d'Etat, Brzezinski et d'autres qui sont pour le maintien des Etats-Unis dans l'OIT par l'extension d'un an du délai initialement fixé, alors que, de l'autre côté, le Département du Travail défend la thèse des syndicats et du patronat, à savoir le retrait. Quelle sera la décision du Président ? On ne le sait pas. Mais au cas où il déciderait de rester et que syndicalistes et patronat se retireraient, cela n'aurait à moyen terme plus de sens pour les Etats-Unis, et il est probable que dans ces conditions ils se retireraient finalement, explique M. Maynes.

\* \* \*



PI/mo

Washington, le 27 octobre 1977

## PROCES-VERBAL

de

l'entretien du 26 octobre 1977 de M. Albert Weitnauer, secrétaire général du Département politique fédéral et de M. Matthew Nimetz, conseiller du Département d'Etat

Présents

du côté américain: M. Marvin Warner, Ambassadeur des Etats-Unis en Suisse

M. John Hurley, Direction de l'Europe centrale au Département d'Etat

M. Ronald Hooper, Assistant de M. Nimetz

du côté suisse: M. Raymond Probst, Ambassadeur de Suisse aux Etats-Unis

M. Alfred Hohl, Minister

M. Francis Pianca, Conseiller

Durée de l'entretien: une heure (9h30 - 10h30).

M. Nimetz ayant laissé à M. Weitnauer le choix du sujet de leur entretien, M. Weitnauer propose la sécurité en Méditerranée. Il mentionne qu'il a accompagné le chef du Département en Espagne et au Portugal récemment et pu constater combien les deux pays de la péninsule ibérique sont devenus des démocraties. En Italie, le parti communiste,

../..

qui est fort, n'est pas encore une force officielle de gouvernement. M. Andreotti a su manoeuvrer avec habilité et maintenir les relations de son pays avec l'OTAN, le Marché commun, les Etats-Unis. La Grèce est redevenue une démocratie. A Chypre et au Proche-Orient la situation est moins rose. Les Arabes, en revanche, donnent des garanties d'anticommunisme. Dans leur aire, seuls la Libye, l'Irak et, à un certain degré, l'Algérie, sont des partenaires inconfortables.

M. Nimetz voit les problèmes de la même manière. En ce qui concerne le Proche-Orient, il peut faire état d'un certain progrès. Les Israéliens acceptent la participation de la Palestine à la formation d'une délégation panarabe pour Genève. L'Arabie saoudite - dont le ministre des affaires étrangères se trouve présentement à Washington - a exercé une influence modératrice. Les Egyptiens veulent un règlement. Ce qui préoccupe le Département d'Etat n'est pas tant la possibilité de convoquer la conférence de Genève que celle de trouver un prolongement viable aux discussions de Genève.

Au tableau brossé par M. Weitnauer, M. Nimetz voudrait ajouter Chypre, la Turquie et les pays du Sud de la Méditerranée, qui tous ne sont pas sans problèmes. Le conflit entre l'Egypte et la Libye en est presque arrivé à la guerre. Les relations entre l'Algérie et le Maroc sont tendues. Les

../..

Soviets sont à la recherche de bases. Pour les relations de la Grèce avec la Turquie, le gouvernement américain heureusement a quelques raisons d'être sinon optimiste, du moins plus confiant. Les entretiens américano-turcs ont été réguliers au cours des derniers mois. Pour la première fois, la Turquie semble prête à discuter la question de Chypre. Plusieurs raisons l'empêchent de l'avoir fait plus tôt: l'économie turque est en crise, crise causée par l'augmentation de prix du pétrole et la récession générale en Europe; par le fait aussi que la Turquie ne produit pas de produits exportables. Le gouvernement turc, d'autre part, est une coalition fragile avec une majorité d'à peine quelques voix. Ce gouvernement ensuite doit faire face à une vague de violence des jeunes extrémistes de gauche et de droite. C'est la quadrature du cercle. La Turquie doit pouvoir compter sur la compréhension de l'Occident. Les Etats-Unis lui ont demandé d'accepter pour Chypre le principe de la fédération. Ils sont confiants qu'une négociation pourra être entreprise dans quelques mois.

A Chypre même, l'après-Makaros n'est pas sans présenter de grandes difficultés. La succession est encore ouverte. Kyprianou semble devoir l'emporter, mais la candidature de Clerides subsiste. Kyprianou qui est malade, a pour lui l'avantage de passer comme éventuel président de transition. Il est difficile pour les Etats-Unis de faire pression sur les petits pays, comme on s'y attend parfois.

../..



Dans le contexte gréco-turque, la question de la mer Egée constitue certainement un problème plus dangereux que le problème de Chypre. La tension reste grande. Le commerce, les liaisons aériennes ont été interrompus entre les deux pays. La volonté de ne pas envenimer le conflit existe. Ainsi les Turcs n'ont pas envoyé de bateau Sismik. La solution du problème prendra certainement une décennie. La Yougoslavie est aussi cause dans la région d'une certaine nervosité. Le nationalisme yougoslave est plus fort que certains l'imaginent. Il est peu probable que le pays s'effondre à la mort de Tito. Les facteurs de stabilité sont plus forts que les facteurs d'instabilité.

Questionné par M. Nimetz sur ses impressions du Portugal et de l'Espagne, M. Weitnauer distingue entre le Portugal pauvre, qui a besoin d'aide et qui la reçoit de l'AELE, du Fonds monétaire international et d'ailleurs, et l'Espagne, qui déjà sous Franco a connu un essor industriel remarquable. Soares n'est peut-être pas le type du premier ministre, mais c'est un idéaliste et un garant de la démocratie. L'homme le plus impressionnant à Lisbonne est Eanes, le président de la République, interlocuteur de M. Graber seul. Homme timide, il parle d'une manière raisonnable, convaincante. Les communistes portugais ne représentent pas de réel danger.

En Espagne, un fait positif et intéressant est l'acceptation du principe des régions. La délégation suisse qui s'est rendue récemment à Madrid a été très impressionnée par les membres



du gouvernement et les fonctionnaires qu'elle a rencontrés. Le premier ministre en particulier - qui a reçu M. Graber seul - est indéniablement doué d'un grand talent politique.

Revenant à la question cyprïote, M. Probst demande à M. Nimetz si Makarios voulait l'"Enosis". M. Nimetz est d'avis qu'à la fin de sa vie Makarios ne la croyait plus possible. Il avait accepté le principe d'un Etat fédéré, indépendant. Les Turcs aujourd'hui acceptent également le principe d'une fédération assez souple.

Le conflit gréco-turc, sans menacer l'Alliance atlantique, a posé un réel problème, militairement d'abord, par l'embargo américain sur les livraisons d'armes à la Turquie. Puis par le fait que les bases de l'OTAN en Turquie fonctionnaient alors que celles des Etats-Unis étaient paralysées. L'atmosphère était empoisonnée. Enfin en Turqui même, qui se voulait traditionnellement européenne depuis Atatürk, un groupe islamique s'est formé, qui demande un détachement de l'Europe et un rapprochement avec les pays arabes. Comme la Turquie n'est pas un pays arabe et qu'elle n'a pas de pétrole, le sentiment d'isolement turc ne peut être que renforcé par ce développement.

Questionné sur l'Allemagne fédérale, M. Weitnauer répond qu'il n'y a pas de raison de s'inquiéter. Les groupes extrémistes sont insignifiants. Les Allemands, échaudés par l'expérience du nazisme, sont très attentifs à la constitutionnalité des actions de leur gouvernement. Le terrorisme

ne manque cependant pas d'être un problème, comme l'anarchisme après la première guerre mondiale. L'Allemagne fédérale, qui est une alliance entre la Rhénanie et le sud du pays est un fait nouveau; un pays foncièrement différent de celui dirigé par la Prusse et les marches de l'Est autrefois. L'autre Allemagne, l'Allemagne communiste, pour sa part, a un vif désir d'être respectée, mais aussi une grande application à être authentiquement communiste. Marx était Allemand.

Enfin sur l'avenir économique de l'Europe. M. Weitnauer répond qu'il n'attend ni catastrophe ni essor économique spectaculaire. L'inflation subsistera, le chômage aussi. La population ne retrouvera pas les années dorées qu'elle a connues. L'Europe dépendre largement de l'économie américaine. La récession en Suisse a eu un effet salutaire: elle a réappris aux Suisses à travailler.

M. Probst ajoute que dans le cadre de la crise économique actuelle la Suisse a une place privilégiée, puisqu'elle ne connaît ni inflation ni chômage.

PI/mo

Washington, le 26 octobre 1977

## PROCES-VERBAL

de

l'entretien entre M. Philip C. Habib, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques et M. Albert Weitnauer, secrétaire-général du Département politique fédéral

Présents

du côté américain: M. Marvin Warner, Ambassadeur des Etats-Unis en Suisse

M. John Hurley, Direction de l'Europe centrale  
du Département d'Etat

M. Donald Tice, Assistant de M. Habib

du côté suisse: M. Raymond Probst, Ambassadeur de Suisse  
aux Etats-Unis

M. Alfred Hohl, Minister

M. Francis Pianca, Conseiller

Durée de l'entretien: une heure (10h30 - 11h30).

M. Habib demande à M. Weitnauer son impression de la Conférence de Belgrade.

../..



M. Weitnauer répond que son impression est bonne. M. Goldberg, chef de la délégation américaine, a d'ailleurs contribué à cette bonne impression. La conférence a démontré jusqu'ici ce à quoi nous nous attendions: que les deux superpuissances la trouvent importante, mais qu'ils ne lui permettront pas de compromettre leurs relations bilatérales. C'est dans ce sens que M. Goldberg a traité du problème des droits de l'homme. M. Weitnauer évoque la conversation longue et amicale que le chef de la délégation américaine a eue avec son homologue soviétique Vorontzov à l'Ambassade de Suisse à Belgrade, lors d'un dîner auquel avaient été conviés les délégués des pays neutres et des pays voisins de la Suisse.

M. Habib remarque que son gouvernement est aussi satisfait du déroulement de la conférence. Il ne cherchait pas la confrontation, mais tenait à souligner sa défense des droits de l'homme, à laquelle la présente administration a voué de grands soins. Il était nécessaire de le faire pour des raisons internes américaines également.

M. Weitnauer trace l'essentiel de la position suisse, selon laquelle le combat idéologique, inévitable, ne doit pas amener à la confrontation ouverte, mais à une approche commune des problèmes.

M. Habib souhaite que la partie soviétique ait pu s'imprégner de ces sages paroles. L'URSS a fourni plus d'armes aux pays

../..

en voie de développement pendant les six premiers mois de l'année 1977 que pendant les 3/4 de l'année dernière. L'Ethiopie a été inondée d'armes soviétiques. Les Etats-Unis semblent être aujourd'hui la seule puissance disposée à limiter ses livraisons d'armes.

M. Weitnauer demande jusqu'à quel point l'Amérique peut se fier à l'Union soviétique.

M. Habib répond que la confiance en l'URSS n'entre pas dans les considérations américaines. S'il s'agissait d'estimer la confiance américaine, la réponse serait: non, les Etats-Unis n'ont aucune confiance en l'Union soviétique. Mais l'URSS, comme chaque pays, a des intérêts nationaux à satisfaire, auxquels peuvent correspondre des intérêts nationaux américains. C'est ainsi que dans le domaine de la non-prolifération, du contrôle des armes stratégiques des ententes ont pu être trouvées. Dans d'autres domaines, comme les transferts d'armes, le désarmement, la similarité des intérêts est moins patente. Il serait préférable qu'aucun pays ne livre des armes aux Etats de la Corne de l'Afrique. C'est dans ce sens que les Etats-Unis s'abstiennent d'en livrer à la Somalie comme à l'Ethiopie. Une décision d'en livrer à la Somalie a été reportée, dès que le gouvernement de Mogadiscio a décidé d'attaquer l'Ogaden.

M. Weitnauer croit aussi que, dans ce contexte, les intérêts nationaux comptent plus que les idéologies. En Union soviétique,

../..

le marxisme-léninisme sert de couvert à l'impérialisme russe, comme autrefois l'orthodoxie servait l'impérialisme des tsars. Mais dans les autres démocraties populaires il ne s'agit que de pseudocommunisme. A l'exception de la République démocratique allemande, où le communisme correspond à un goût authentique. Marx était d'ailleurs Allemand. Mais en Pologne, où le président Carter doit se rendre prochainement...

Mr. Habib saisit l'allusion à ce voyage pour exposer la philosophie de M. Carter en l'entretenant. L'administration veut illustrer son rôle, ses intérêts et l'image qu'elle entend donner ("an attempt to project the role, interest and image of what the administration stands for"). Le Brésil et le Vénézuéla sont les pôles d'intérêt en Amérique latine. Le Nigéria symbolise la sensibilité américaine d'aujourd'hui pour les questions africaines, l'Inde les grands problèmes du développement, l'Arabie saoudite le prix du pétrole, mais aussi le règlement de la crise du Proche-Orient. En Europe, la France, parce que c'est un cas spécial et - on peut le dire entre amis - l'échéance des élections approche; la Pologne pour l'Europe de l'Est dans ce qu'elle a de plus sensible.

M. Weitnauer estime heureux le choix de la Pologne, qui a besoin d'une aide particulière. La situation économique du pays est la pire de l'Europe de l'Est et les Polonais, malgré leurs grandes qualités, n'ont ni l'esprit commerçant



ni l'esprit industriel.

M. Habib constate que la Suisse, qui avait habitué le monde à une certaine distance, sort de sa réserve. Il demande quelle est l'attitude de la Suisse face aux Nations Unies et quelle est la participation de la Suisse aux programmes mondiaux de développement.

M. Weitnauer répond d'abord que cette participation est considérable, lorsqu'il s'agit d'assistance technique, parce que le Suisse se laisse facilement convaincre par des programmes concrets; insuffisante, lorsqu'il s'agit d'aide financière, parce que le même Suisse se méfie des organisations internationales, anonymes, qui ont pour charge d'administrer les fonds d'aide. Ce caractère pragmatique du Suisse provient d'un sentiment fondamental de pauvreté. La Suisse était pauvre et seul un travail acharné au cours des siècles lui a procuré la prospérité dont elle jouit aujourd'hui. La Grande-Bretagne, à cet égard, représente le cas contraire: un pays autrefois riche dont les citoyens continuent de croire à la richesse, alors qu'il n'est plus riche. Mais le Suisse, hésitant pour les organisations anonymes, peut être d'une grande générosité. Les fonds qui ont été récoltés en Suisse après le tremblement de terre du Guatemala le prouvent éloquemment. Le Suisse réfléchit deux fois avant de dépenser son argent.

La Suisse, d'ailleurs, n'est pas absente des problèmes du

monde. Elle est un petit pays, géographiquement parlant, mais financièrement, économiquement, techniquement, sa présence est considérable. Son commerce extérieur, par exemple, correspond au 50 % de celui de l'URSS, elle est la 2e place financière du monde.

M. Warner ajoute que le 50 % des actions et des obligations achetées aux Etats-Unis passe par les banques suisses.

Sur le rôle de la Suisse, qui intéresse M. Habib,

M. Weitnauer apporte quelques données de base. Le principe de neutralité et de solidarité a favorisé le travail et l'essor de la Croix-Rouge, la prise en charge par la Suisse des intérêts étrangers. Au plus fort de la guerre la Suisse représentait les intérêts de 45 pays. Elle a fourni deux hauts commissaires des Nations Unies pour les réfugiés, M. Lindt et M. Schnyder. Elle a participé activement aux conférences de Helsinki et de Genève, comme elle le fait aujourd'hui à celle de Belgrade. Elle a joué un rôle qui n'est pas sans importance à la conférence Nord-Sud. Elle est réticente, il est vrai, lorsqu'il s'agit de négociations entreprises par des partenaires qui dépassent la centaine. L'expérience du Kennedy Round, par exemple, lui fait voir que les décisions finales efficaces sont l'oeuvre d'un comité restreint.

En ce qui concerne la possibilité d'une entrée de la Suisse

../..

aux Nations Unies, M. Weitnauer souligne que le peuple suisse remplit en Suisse la fonction que le Congrès remplit aux Etats-Unis. Le peuple suisse, souverain, s'il était consulté sur une adhésion de la Suisse, s'y opposerait probablement. En 1945, les arguments de neutralité, se basant sur le chapitre 7 de la charte, auraient prévalu. Ils sont abandonnés aujourd'hui. Ce serait plutôt l'image de l'ONU et de sa piètre efficacité qui retiendraient le citoyen suisse de voter pour elle. Mais, d'une certaine manière, dans ce secteur aussi, les choses changent. Des cercles parlementaires suisses, ayant encouragé le gouvernement à prendre le risque d'un vote, des efforts seront entrepris en ce sens, pour qu'un vote ait lieu dans quatre ou cinq ans.

M. Habib, qui espère que le Congrès sera amené en quelques mois à voter pour le traité du Canal de Panama, s'étonne du délai suisse de quelques années. Aux Etats-Unis non plus l'image des Nations Unies, pas plus que celle de l'Organisation internationale du travail d'ailleurs, ne sont bonnes. La visite de Jimmy Carter à New York au début du mois avait pour but d'améliorer cette image dans l'opinion publique américaine. En ce qui concerne l'Organisation internationale du travail, le président Carter devrait prendre une décision de retrait ou de maintien avant la fin du mois d'octobre.

M. Probst fait remarquer que si la décision américaine devait être une décision de retrait, l'opinion publique



suisse trouverait des raisons d'hésiter sur une éventuelle adhésion aux Nations Unies.

M. Weitnauer, en conclusion, relève l'intérêt de cet échange de vues. Il souhaite que le gouvernement américain n'oublie pas que les quatre pays neutres d'Europe peuvent apporter leur contribution au dialogue international. Il invite M. Habib a faire une visite à Berne pour continuer l'entretien d'aujourd'hui.

M. Habib accepte volontiers cette invitation. Il espère pouvoir se rendre à Berne, de Genève, si la conférence de Genève sur le Proche-Orient a lieu en décembre, comme on l'espère à Washington.

HO/em

Washington, D.C.,  
den 31. Oktober 1977

Lunchgespräch  
Generalsekretär Weitnauers  
mit  
Helmut Sonnenfeldt

(am 26. Oktober 1977)

(anwesend: Botschafter Probst  
und  
Minister Hohl)

\* \* \* \*

1. Generalsekretär Weitnauer spricht S. auf verschiedene Themen an: Einschätzung der aussenpolitischen Zielsetzungen und Methoden der Carterverwaltung; Beurteilung der Menschenrechtspolitik (inklusive deren Verhältnis zur Realpolitik); Abrüstungsfortschritte und Entwicklungen im Nahen Osten (beides auch im Zusammenhang mit den Aussichten auf sowjetische Kooperation); Verhältnis zu den europäischen Alliierten usw.

2. S. hält zunächst fest, dass es in der neuen Verwaltung keine Strategen und kein globales Konzept gebe. Alle Probleme würden einzeln (selon leurs propres mérites) angepackt, ohne dass offenbar die aussenpolitischen Akteure die historischen Zusammenhänge und die Wechselbeziehungen zwischen allen Problemkreisen wahrnehmen. In diesem Sinne qualifiziert S. den Sicherheitsberater Brzezinski als "horizontalen Denker", der gleichzeitig 10 Themen aufgreifen und aneinanderreihen könne. Als intelligenter Mann sei er dabei zwar in der Lage, zu jedem Thema etwas Gescheites zu sagen, aber man vermisse bei seinen Analysen die Tiefe und die Sicht strategischer Zusammenhänge. Im Gegensatz dazu war Kissinger nach S. ein "vertikaler Denker", der die Probleme aus ihrer geschichtlichen Entwicklung heraus begriff und in seinen Analysen Vergangenheit und Zukunft implizierte. Kissingers approach war in diesem Sinne europäischer als die geschilderte, etwas oberflächliche Pragmatik von Carter, Vance oder Brzezinski.

3. Dass Carter durch Betonung der Menschenrechtsfrage seiner Politik eine ideologische Komponente verlieh, sei positiv zu bewerten. Indessen hätten sich auch bisherige Präsidenten (darunter Nixon und Ford) bereits für die Menschenrechte eingesetzt. Sie taten das lediglich mit anderen, diskreteren Mitteln (Stille Diplomatie). Dass Carter heute als der Protagonist des Menschenrechtsideals gelte, sei (ob ganz oder nur teilweise verdient) eine gute Sache und erhöhe das Prestige der USA. Etwas mehr Symbolismus könne in der US-Aussenpolitik nichts schaden.

Eine andere Frage bildeten indessen die Meriten eines lautstark geführten Kreuzzugs (Südafrika). Zudem habe die neue Ver-



waltung bisher eine Tendenz gezeigt, von einem Extrem ins andere umzuschwenken. Man kehrte Moskau gegenüber vorerst kaltkriegerischen Grimm und eine irritierende Selbstsicherheit hervor, um in der Folge plötzlich die Fahnen der offenen Kombattanz einzuziehen und in allen Gesprächskreisen durch Konzessionen in eine neue Detentewelle einzuschwenken. Diesem Zigzag folge der Kongress nur mit Mühe, weil er von der Verwaltung ungenügend auf solche Entwicklungen vorbereitet werde. Erfahrungsgemäss erfordere die Durchbringung aussenpolitischer Entscheide im Kongress eine ungeheure Arbeit, die Kissinger weitgehend persönlich (teilweise durch Einsatz seiner nächsten Vertrauten und Mitarbeiter) geleistet habe. Diesbezüglich habe die neue Administration noch viel zu lernen. Ein Beispiel für die Ignorierung der Kongressreflexe sei auch der fast überstürzte Abschluss der Panamakanalverhandlungen. Der Vertrag sei eine gute Sache. Aber eine spätere Finalisierung hätte die Durchbringung im Kongress sicher erleichtert. Nunmehr riskiere man eine Kumulierung von - oft für dieselben Kreise - problematischen Vorlagen.

4. Der teilweise vorliegende Entwurf eines SALT II-Vertrags sei an und für sich akzeptabel und jedenfalls besser als ein vertragsloser Zustand. Einen aus hiesiger Sicht voll befriedigenden Vertrag könne keine Verwaltung abschliessen, da man ja schliesslich mit einem Gegner verhandle und es somit für ein "ut des" immer ein "do" geben müsse. Im Senat stünden grosse Schwierigkeiten bevor. Das war aber nach S. schon zu Kissingers Zeiten so.

Sonnenfeldt kritisiert - wie teilweise auch Leute aus der heutigen Administration - Carters Verzicht auf den Bau des B-1

Bombers. Man habe diesen Verzicht gratis auf den Tisch gelegt, ohne von den Russen etwas dafür einzuhandeln. Zudem setzten die Amerikaner damit alle Karten auf die Cruise-Missile, welche auch die Europäer interessierten. Es handle sich im Grunde genommen um ein auf seine Effizienz hin noch gar nicht getestetes Waffensystem. Trotzdem würden für dieses im SALT-Kontext bereits Restriktionen ausgehandelt.

5. Mit Bezug auf den Nahen Osten erwähnt S., wie viel Mühe Kissinger darauf verwendet habe, die Sowjets aus dem Spiel zu halten. Man hätte sie nach S. zum mindesten diskreter wieder auf die Bühne bringen können. Sadat habe sich über die sowjetisch-amerikanische Erklärung sicher nicht gefreut. Ungeschickt war nach S. auch das "royal treatment", das Carter dem Washington besuchenden Begin zugute kommen liess. Die Fassade des vollen Einvernehmens ("our relations have never been so good") hinderte nach S. die gemässigten amerikanischen Zionisten daran, auf Begin einzuwirken, um diesen zu einer konstruktiveren Friedenspolitik zu drängen.

6. Auf Botschafter Weitnauers Frage nach dem privilegierten Verhältnis London-Washington hin erwähnt S. die geschickte Taktik Callaghans. Letzterer kreuzte als erster Europäer in Washington auf, wusste Carter zu nehmen und sicherte so auf rein persönlicher Ebene die Wiederbelebung des Sonderverhältnisses England-Amerika. Heute seien die britisch-amerikanischen Beziehungen indessen auf ihre unter den gegebenen Umständen adäquaten Proportionen zurückgebracht worden.

Für den deutschen Bundeskanzler war Carters Stil anfangs ein "rotes Tuch". Vor allem der Schlachtruf des "hanging tough", der heute kaum mehr zu hören ist. Schmidt habe - bei ihm nichts Aussergewöhnliches - barsch und grob reagiert. Aber S. sagt für die kommende Zeit eine entscheidende Verbesserung der Beziehungen zwischen Carter und dem Bundeskanzler voraus. Mit letzterem diniert Sonnenfeldt in der letzten Oktoberwoche in London.

\* \* \*



ML/rr

Washington, D.C., 1. November 1977

VERTRAULICHGESPRAECHSNOTIZ  
-----

(Unterredung vom 26. Oktober : Nahostprobleme)

Generalsekretär Weitnauer, Botschafter Probst,  
Minister Hohl, S. MeiliBotschafter **Sterner**, Deputy Assistant Secretary  
of State for Near Eastern Affairs, J. Montvalle, SD

\* \* \*

Generalsekretär Weitnauer erläutert einleitend seinem Gesprächspartner einige Aspekte der schweizerischen Aussenpolitik : Verhältnis zur UNO; bewaffnete Neutralität; Solidarität; aktive Mitarbeit im Europarat, im Nord-Süd Dialog und in der KSZE; Zurückhaltung in der Abgabe von Kommentaren zum weltpolitischen Geschehen.

./..

Er begründet anschliessend das grosse - wirtschaftliche und politische Aspekte aufweisende - Interesse, das die Schweiz an der Entwicklung im Nahen Osten hat. Die schweizerische Regierung nimmt seit jeher eine unvoreingenommene Haltung gegenüber Israel und den arabischen Staaten ein. Weitnauer hat sich kürzlich mit dem Leiter des OLP-Beobachter-Büros in Genf unterhalten können. Auch wäre es keineswegs ausgeschlossen, dass der "Aussenminister" der OLP, Kaddoumi, vom Chef des EPD empfangen würde.

Sterner orientiert über die bisher von der Carter-Verwaltung unternommenen Schritte im Hinblick auf eine Regelung des israelisch-arabischen Konfliktes. Vance unternahm im März d.J. eine Reise in den Nahen Osten, um zu sondieren, ob in gewissen Bereichen noch Fortschritte erzielt werden könnten. Er stellte jedoch bald fest, dass die Möglichkeiten der zuvor praktizierten Schritt-für-Schritt-Annäherung ausgeschöpft waren. Damit wurde klar, dass eine umfassende Lösung anzustreben war. Die Amerikaner gelangten aber auch zum Schluss, dass keine Fortschritte zu erzielen wären, wenn die Parteien nicht selbst einander trafen. Daher liegt seit August/September das Hauptgewicht auf den amerikanischen Bemühungen um die Einberufung der Genfer Konferenz.

Die beiden in erster Linie zu regelnden Probleme bleiben  
a) die Frage der Vertretung der Palästinenser sowie

- 3 -

b) die Festlegung einer Verfahrensordnung für die Konferenz. Nach zahlreichen, schwierigen Diskussionen und Verhandlungen hat Vance in einem Arbeitspapier einige wenige Punkte festgehalten, die prinzipiell für Israeli und Araber annehmbar wären. Darnach würden die Araber an der Eröffnungssitzung durch eine panarabische Delegation vertreten sein, der zwar Palästinenser aber keine offizielle OLP-Mitglieder angehören dürften. Für den weiteren Verlauf der Konferenz würden für gewisse Probleme (z.B. Sinai, Golan) bilaterale Arbeitsgruppen gebildet. Die Verhandlungen wären auf der Grundlage der UNO-Resolutionen 242 und 338 zu führen. Die definitive Zustimmung zum erwähnten Arbeitspapier werde nun leider erschwert durch die Tatsache, dass seit August leicht voneinander abweichende Formulierungen dieses Dokumentes bekannt wurden; sowohl die Israeli wie die Araber würden nunmehr an der ihnen besser zusagenden Version festhalten, obwohl die Nuancen nur sprachlicher, keineswegs inhaltlicher Natur wären. Expérience faite, würden sich die Amerikaner gemäss Sterner hüten, nochmals in einer ähnlichen Situation vorzeitig etwas Schriftliches festzulegen.

Sterner gibt sich "reasonably hopeful" in Bezug auf die Einberufung der Konferenz. Die Parteien müssten einsehen, dass es dazu keine sinnvolle Alternative gäbe. Insbesondere Aegypten, aber auch Israel und Jordanien möchten Fortschritte erzielen. Sadat sei zwar innenpolitisch etwas schwächer

./..



- 4 -

als noch vor einiger Zeit, aber die Umstände seien, was Aegypten anbelange, heute für einen Friedensschluss sehr günstig. Syrien sei äusserst besorgt, dass Aegypten allein ein Abkommen mit Israel treffen könnte, und möchte auf keinen Fall von einer Regelung ausgeschlossen sein. Falls die Konferenz nicht zustande komme, würde sich die Lage verschlechtern, und dies werde von niemandem gewünscht.

Botschafter Weitnauer ist ebenfalls überzeugt, dass Aegypten zu einem Friedensschluss bereit wäre, aber er fragt sich, ob die Israeli nicht einfach Zeitgewinn anstreben. Unklar ist ihm der Einfluss, den religiöse Ueberlegungen, z.B. in Bezug auf die Westbank, auf die israelische Politik haben.

Sterner meint hiezu, dass das Denken der Israeli von der untergründigen Angst, die Araber wollten gar keinen wirklichen Frieden, beherrscht sei. S.E. muss dem religiösen Element speziell bei Begin, in allen Entscheiden eine grosse Bedeutung beigemessen werden.

Auf die Frage nach möglichen Garantien für die Einhaltung eines allfälligen Friedensabkommens erwidert Sterner, dass die Israeli die schon gelegentlich erörterte Idee einer Allianz mit den USA zurückgewiesen haben. Die Israeli machten geltend, dass auch die USA-Regierung ihre Politik

./..

- 5 -

ändern könnte (Hinweis auf Vietnam), und möchten daher von niemandem abhängig sein. Nach israelischer Vorstellung müsse der Frieden über Jahre hinweg so im Volk verankert werden, dass er allfällige Regierungswechsel überlebe. Auch ein von den Supermächten garantierter Friede sei problematisch, weil die Sowjetunion auf die Israeli von vornherein eine irritierende Wirkung ausübe.

Die Frage, ob die USA im Falle einer Regelung des Nahostproblems friedenserhaltende Truppen in die kritischen Grenzräume senden würden, will Sterner nicht präjudizieren. Er glaubt aber, dass irgendwelche Kontrollverbände zur Friedensüberwachung eingesetzt werden müssten.

Die Frage, ob sich Carter bewusst mit seiner Formulierung "Homeland for the Palestinians" vage ausdrücken wollte, bejaht Sterner. Carter habe einfach eine Formel verwenden wollen, die im Vergleich zur UNO-Resolution 242 den Palästinensern etwas mehr bringt. Eine definitive Regelung sei nur möglich, wenn die Palästinenser das Gefühl haben könnten, eine eigene Heimat zu besitzen.

./..

- 6 -

Sterner ist nicht sicher, ob die israelische Regierung durch den Zuzug von Yadin in ihrer Haltung flexibler wird. Abschliessend bestätigt er, dass ein allfälliges Abkommen nicht völlig unbeeinflusst vom Kongress ausgehandelt werden könne. Ein Vertrag zwischen Israeli und Arabern bedürfte zwar nicht der Zustimmung des Kongresses, aber er würde von zuständigen Ausschüssen sicher genau geprüft werden. Jede amerikanische Garantieverpflichtung unterliege zudem selbstverständlich der parlamentarischen Genehmigung.



ML/sa

Washington, D.C., 1. November 1977

VERTRAULICHGESPRAECHSNOTIZ  
-----

(Unterredung vom 26. Oktober 1977)

Generalsekretär Weitnauer, Botschafter Probst,  
Minister Hohl, S. Meili -

Direktor **Gelb**, Bureau of Politico-Military Affairs,  
W. Veale, A. Geis und J. Hurley

\* \* \* \*

Generalsekretär Weitnauer stellt fest, dass militärischen Fragen, insbesondere Problemen der Abrüstung in zahlreichen internationalen Konferenzen, wie z.B. jetzt auch in Belgrad, eine erstrangige Bedeutung zukomme, und bittet seinen Gesprächspartner, diesen Aspekt aus seiner Sicht zu kommentieren.

./.

Gelb umreisst in grossen Zügen drei Problemkreise:

- a) amerikanisches / sowjetisches Gleichgewicht
- b) nukleare Nonproliferation
- c) Einschränkung der Ausbreitung konventioneller Waffen

a) Die USA haben in den letzten Jahren ihre Ausgaben für die Verteidigung ständig erhöht. Carter hat eine reale jährliche Erhöhung dieser Aufwendungen um 3 % in Aussicht gestellt. Z.Z. bestehe zwischen den USA und der UdSSR auf militärischem Gebiet eine globale Parität. Das Problem der MBFR sei insofern heikel, als hier immer wieder Absprachen Washingtons mit den Europäern erforderlich seien. Die Ausgangslage für die USA sei indessen besser als früher; insbesondere sei die Stellung der Unterhändler stärker. Basis und Zielvorstellungen für die Gespräche seien klarer geworden. So wäre es z.B. für die Sowjets nicht möglich, Zusagen zu einem Truppenabbau durch Umstrukturierung ihrer Verbände zu entwerten.

Die Diskussionen über die Stabilisierung der militärischen Präsenz im Indischen Ozean verliefen befriedigend. Eine neue Verhandlungsrunde sei für den Monat Dezember vorgesehen.

(Auf eine entsprechende Frage von W. hin bestätigt G., dass man Bern als Treffpunkt dieser Diskussionen in Erwägung ziehe.)

Im Bereich der SALT-Verhandlungen seien vor 2 Wochen substantielle Fortschritte erzielt worden, und man könne sich allmählich vom Inhalt des Vertrages eine Vorstellung machen; man müsse aber bis zur endgültigen Aushandlung noch mit Monaten rechnen. Es sei Carter seinerzeit bewusst gewesen, dass die Hoffnung auf eine sowjetische Akzeptierung der von Vance im März gemachten Vorschläge von Anfang an sehr klein war. Der Präsident habe aber die sich ihm bietende einmalige Gelegenheit ergreifen wollen, die Russen mit neuen Ideen zu konfrontieren; damit habe er einen Neuanfang markiert und sich zugleich die Chance eines substantiellen Fortschrittes nicht entgehen lassen. Jetzt seien die Sowjets doch immerhin bereit, den im Mai vorgelegten dreiteiligen Vorschlag zu akzeptieren.

- 1) Hauptvertrag gültig bis 1985, der die Plafonds festsetzt;
- 2) 3-jähriges Protokoll, das Restriktionen im Hinblick auf die Entwicklung neuer Waffen vorsieht;
- 3) Grundsatzerklärung: Festsetzung der Fernziele des ganzen Abrüstungsprozesses.

b) Die Zusammenarbeit mit der Sowjetunion im Bereich des Kampfes gegen die nukleare Proliferation (insbesondere im Londoner Klub) sei gut. Die sog. Full-scope-safeguard-Kontrolle werde von beiden Seiten befürwortet. Mit gewissen Staaten



- 4 -

würden bilaterale Gespräche geführt und in pragmatischer Weise Lösungen gesucht. Als neuestes Diskussionsforum erwähnt Gelb auch die INFCE-Konferenz. Bei dieser Gelegenheit stellt Botschafter Probst mit Genugtuung fest, dass die USA dem Wunsch der Schweiz, den Copräsidenten der Gruppe 3 (Versorgung) zu stellen, Verständnis entgegenbrachten.

c) Was die Ausbreitung konventioneller Waffen anbelange, so befürworte Carter seit jeher eine Einschränkung der Waffenexporte. Dabei würden sowohl der Umfang wie auch die Qualität der Kriegsmateriallieferungen anvisiert. Allerdings könne man eine langjährige Praxis nicht abrupt auf den Kopf stellen. Die USA seien deshalb bemüht, vermittels von Gesprächen sowohl mit exportierenden wie mit importierenden Staaten allmählich eine Einschränkung des Waffenhandels zu erzielen.

Botschafter Weitnauer kommt auf den Begriff der "Détente" zu sprechen. Die "Détente" muss auch im militärischen Bereich zum Durchbruch kommen. Deshalb wünschen wir, dass auch mit Bezug auf die CBM Fortschritte erzielt werden. Allerdings messe die Schweiz den eher symbolischen Charakter aufweisenden CBM nicht dieselbe Bedeutung bei wie z.B. die skandinavischen Staaten.

Der Begriff "Détente" ist indessen unbefriedigend. Heute gibt es zwei vorherrschende Ideologien, und keine der beiden

./.

- 5 -

Grossmächte hat die Hoffnung aufgegeben, dass die ihre letzten Endes siegreich sein werde. Bis auf weiteres beruht das Ost-Westverhältnis de facto auf einer Balance von Macht und Stärke. Wichtigste Aufgabe unserer Zeit bleibt die Aufrechterhaltung des Friedens.

Auf entsprechende Fragen hin antwortet Gelb, dass a) im Rahmen der MBFR keine Vorschläge, die einen Verzicht auf die Neutronenwaffe implizierten, zur Diskussion stünden, und dass b) es Aussichten gebe, die Sowjets ebenfalls zur Beschränkung konventioneller Waffenexporte zu bewegen. So dass es in diesem Bereich nicht bei einseitigen amerikanischen Vorleistungen bleibe.

Die Chancen für eine amerikanisch-russische Einigung betreffend ein Nukleartestverbot sind gemäss Gelb gut. Probleme stellten sich hier indessen immer noch in Bezug auf a) die friedlichen Zwecken dienenden Explosionen, b) die Verifikation und c) den Einbezug anderer Nuklearmächte.

Die militärische Stärke Chinas schätzt Gelb nicht hoch ein. Während längerer Zeit hätten die Chinesen der Entwicklung der Technologie zur Modernisierung ihres Kriegsmaterials keine grosse Aufmerksamkeit geschenkt. Dies habe sich seit einem Jahr geändert.

./.

Abschliessend finden sich Weitnauer und Gelb in der Feststellung, dass der Westen dem Osten weiterhin überlegen ist. Die defensive Haltung, wie sie zuletzt von den kommunistischen Staaten in Belgrad eingenommen wurde, ist für sie typisch. Weitnauer gibt seinen Eindruck wieder, dass die USA nach der Bewältigung von vier grossen Krisen - der Studentenunruhen, der Desegregation, des Vietnamkrieges und der Watergate-Krise - stärker als zuvor dastehen.



CONFIDENTIEL

DD/rr

Washington, D.C., le 1er novembre 1977

Visite à Washington  
du Secrétaire général du Département politique fédéral,  
l'Ambassadeur Albert Weitnauer

Entretien du 27 octobre 1977  
avec le Professeur Samuel Huntington,  
Chief of the Bureau of Strategic Studies  
au National Security Council

\* \* \*

Participants

Américain : Prof. Samuel Huntington

Suisses : Ambassadeur Weitnauer  
Ambassadeur Probst  
Ministre Hohl  
Daniel Dayer

Equilibre des forces et rôle de l'OTAN

Aux yeux de M. Huntington, le "military build up" entrepris par l'URSS de 1968 à 1975, pendant que les Etats-Unis sortaient de la guerre du Vietnam et équipaient Israël, a créé une "asymmetrical situation of military equivalence". La consolidation soviétique a touché avant tout les forces conventionnelles au centre de l'Europe, à la frontière chinoise et outre-mer (nouveaux tanks, avions et surtout navires de guerre ainsi que sous-marins). A son avis, l'appui logistique des forces soviétiques et des autres armées du Pacte de Varsovie reste cependant très limité.

Afin de corriger cette asymétrie, l'OTAN a mis sur pied un programme de modernisation de ses forces (tanks, avions, réserves de munition) et explore les possibilités de nouveaux déploiements rapides des troupes, en particulier avec la Grande-Bretagne et le Canada.

En ce qui concerne l'équilibre dans le domaine nucléaire, M. Huntington voit momentanément peu de chance de changement. Au sujet des SALT il ignore ce qui se passera, car les "cruise missiles" sont un problème compliqué. Il y a cependant assez de raisons pour garder confiance. D'ailleurs, le Président Carter, tout en saluant une compétition idéologique ouverte et pacifique avec l'URSS, a montré sa détermination à maintenir l'équilibre des forces à un stade qui ne peut en

- 3 -

aucun cas être moins favorable qu'il est maintenant. Il a donné son accord à une augmentation annuelle de 3 % du budget militaire.

Aux questions de M. l'Ambassadeur Weitnauer concernant l'attitude des autres membres de l'OTAN, en particulier de la RFA, et à celle de savoir si la Grèce et la Turquie ne sont pas des éléments de faiblesse dans ce contexte, M. Huntington indique ce qui suit : la RFA exerce un rôle militaire croissant, surtout en raison des craintes qu'elle a à propos de son flanc à l'est; les Pays-Bas, la Belgique, la Grande-Bretagne ont des positions moins engagées; quant à la Grèce et à la Turquie, il est possible que si une nouvelle guerre éclatait entre eux l'URSS l'exploiterait contre l'Alliance atlantique. Cela préoccuperait naturellement beaucoup les Etats-Unis.

Comment apparaît la Suisse dans ce contexte ? Comme un bloc solide implanté dans les rochers de l'Europe centrale, répond M. Huntington.

La discussion est portée ensuite sur les objectifs économiques de l'URSS qui, selon M. Huntington, joueront un rôle important dans les années 80 et dont il faudra aussi tenir compte dans l'évaluation des forces. Là-dessus, il se renseigne sur nos relations avec l'URSS dans ce domaine.

./.



- 4 -

L'Ambassadeur Probst signale qu'elles connaissent un essor favorable et qu'elles sont constituées principalement par des échanges de biens tels que machines, machines-outils, produits chimiques (pas de biens de consommation ni de montres) et par certains marchés compensatoires (machines et produits chimiques soviétiques que la Suisse réexporte).

Revenant au thème Est - Ouest, l'Ambassadeur Weitnauer relève l'optimisme dont fait preuve M. Huntington et mentionne que l'URSS est plutôt sur la défensive face à un Ouest qui doit lui apparaître agressif dans ses attitudes de démocratie et de liberté. M. Huntington partage ce point de vue, en soulignant toutefois que la révolution soviétique était une affaire interne avant tout et que du point de vue de la population russe il y a un sens d'orgueil et une identification avec le régime qui ne sont pas toujours compris à l'Ouest. C'est une autre question par contre de considérer la légitimité du régime de ce point de vue. A cet égard, souligne à son tour l'Ambassadeur Weitnauer, les Russes sont devenus une minorité dans leur propre pays. Cette situation n'existe en revanche pas dans les Etats satellites auxquels l'URSS a imposé son système et dans lesquels les sentiments de liberté et de lutte pour les droits individuels ne sont pas morts.

./.

- 5 -

Intérêts des USA et de l'URSS

A propos de l'Océan Indien, une stabilisation des forces avec l'URSS est souhaitable. Selon M. Huntington, cette région et en particulier le Golfe Persique sont l'objet de préoccupations croissantes pour les Etats-Unis qui tiennent à garantir la continuité de l'approvisionnement en pétrole de l'Occident. Les ambitions de l'URSS dans cette région seront contenues militairement si c'est nécessaire.

La Somalie a grandement facilité l'installation de bases soviétiques. L'URSS exerce toujours une certaine influence au Yémen du Sud. Avec l'Inde, les USA entretiennent maintenant de très bonnes relations; mieux qu'auparavant.

Dans le contexte mondial, constate encore M. Huntington, le rôle de leader aux plans économique et diplomatique et le "political appeal" des Etats-Unis sont plus grands que ceux de l'URSS, dont la position à cet égard est également à un niveau très bas, y compris dans les pays de l'Est.

Par ailleurs, il n'y a pas de doute aux yeux de M. Huntington que certains Etats du Tiers Monde comme p.ex. l'Iran, l'Arabie Saoudite et le Brésil tiennent aujourd'hui une place importante dans les affaires internationales.

DD/sa

Washington, D.C., le 31 octobre 1977

Visite à Washington  
du Secrétaire général du Département politique fédéral,  
M. l'Ambassadeur Albert Weitnauer

Entretien du 27 octobre 1977  
avec M. Reginald Bartholomew, Senior Staff  
Member (Europe, USSR & East-West),  
National Security Council (NSC)

\* \* \* \* \*

Participants:

Américains:

- Reginald Bartholomew
- Robert Hunter (NSC Staff - European Affairs)
- Ambassadeur Marvin L. Warner, Ambassade des Etats-Unis à Berne

Suisses:

- Ambassadeur Weitnauer
- Ambassadeur Probst
- Ministre Hohl
- Daniel Dayer



- 2 -

1. M. l'Ambassadeur Weitnauer commence par demander à M. Bartholomew comment lui apparaît la Suisse aujourd'hui et ce qu'il pense de sa neutralité armée. Invitant M. Hunter, qui s'occupe plus spécialement des affaires de l'Europe occidentale au National Security Council (NSC), à partager son avis, ce qui est le cas, M. Bartholomew indique qu'il a l'impression que la politique suisse est devenue plus active ces dernières années grâce au développement plus large que nous donnons à nos vues et à nos intérêts. A propos de la neutralité, ces deux interlocuteurs sont unanimes à dire qu'elle est une donnée historique qu'il convient de sauvegarder afin que la suisse poursuive les actions si "valuable and constructive" qui ont toujours été les siennes.

2. L'Ambassadeur Weitnauer enchaîne à ces remarques élogieuses sur notre pays les excellentes impressions qu'il a rapportées de la Conférence de Belgrade à propos de l'attitude des Etats-Unis et tout particulièrement de l'Ambassadeur Goldberg qui a été parfaitement bien choisi pour les y représenter. Il est très appréciable qu'à cette occasion ce dernier ait su éviter une confrontation avec l'URSS sans pour autant hésiter à aborder spécifiquement les problèmes relatifs aux droits de l'homme qui concernent l'humanité comme telle. M. Barthalomew partage entièrement ce point de vue et précise que la question des droits de

./.

- 3 -

l'homme n'a pas une "incidental dimension" dans la politique étrangère américaine. A son avis elle est importante également "in order to single out the Soviet Union" dans ce domaine. Jusqu'ici, ajoute encore M. Hunter, cette question s'est développée d'une façon satisfaisante et les Etats-Unis ne cherchent pas à introduire une nouvelle stratégie. A Belgrade l'Ambassadeur Goldberg continue d'ailleurs à travailler étroitement avec les soviétiques, les neutres et les non-alignés (N+N).

3. L'entretien se poursuit ensuite sur certains aspects économiques: réforme industrielle en Grande Bretagne et rôle du Japon et de la RFA; lutte contre l'inflation qui est un problème mondial (et tout à fait primordial pour la Suisse, précise M. l'Ambassadeur Probst). Le chômage pose un problème aigu aux Etats-Unis, notamment parmi la jeunesse et les noirs.

4. A la question de M. l'Ambassadeur Weitnauer de savoir si les Etats-Unis entretiennent des relations spéciales avec la RFA, M. Hunter répond par l'affirmative en précisant toutefois que cela dépend de la nature des problèmes. Il n'y a cependant pas une axe USA - RFA ni une attitude allemande qui embarrasserait ses voisins de ce point de vue.

./.

- 4 -

Il est d'ailleurs dans l'intérêt des Etats-Unis depuis la crise de l'énergie de 1973 d'avoir une Europe plus forte. C'est pour cette raison aussi qu'ils accordent aujourd'hui à la CEE un soutien plus marqué. Il faut garder en vue d'autre part ce que la CEE a réussi à réaliser jusqu'ici, précise encore M. Bartholomew. A ses yeux, même si on ne peut pas définir ce qu'est réellement la politique transnationale européenne, force est d'admettre que certains rapports au sein de la Communauté, par ex. entre la France et la RFA sont plus que de simples relations entre Etats souverains.

5. L'eurocommunisme est ensuite abordé dans ce contexte avec une grande unité de vues des interlocuteurs pour constater que cette voie n'est pas génératrice de stratégies ou de tactiques nouvelles et qu'il y a des différences dont il faut tenir compte dans son développement, en particulier en ce qui concerne les partis communistes français et italien. Aux yeux de M. l'Ambassadeur Weitnauer, il paraît difficile d'être pessimiste si l'on considère le compromis historique en Italie et la manière impressionnante avec laquelle Andreotti a pris en main la situation du pays. En ce qui concerne la France, où le PCF est électoralement moins fort aujourd'hui qu'il y a quelques années, M. Hunter n'exclut pas encore une alliance électorale des communistes avec les socialistes en vue des élections législatives de 1978. Cela

./.



appartient cependant au domaine de la spéculation, ajoute-t-il, car les contradictions et les difficultés qui divisent actuellement ces deux partis s'étendent jusqu'aux relations de leurs organisations syndicales respectives.

Pour M. Bartholomew l'eurocommunisme n'est pas un mouvement européen malgré un lien fondamental existant entre les divers PC. Cela est dû, à son avis, aux traditions nationales qui sont importantes dans chaque Etat et sans doute aussi aux chefs de file. (En effet des Togliatti et des Berlinguer sont des personnalités plus distinguées, ajoute M. l'Ambassadeur Weitnauer à ce propos, que des Waldeck-Rochet et des Marchais.)

En ce qui concerne les différences entre le PCF et le PCI, selon M. Bartholomew, ce dernier est électoralement plus fort que le premier en raison notamment du rôle insignifiant que joue aujourd'hui la sociale-démocratie en Italie. D'autre part le PCI ne connaît pas les préoccupations que cause une concurrence électorale au sein de la gauche, comme c'est le cas pour le PCF. Dans ce sens, M. Bartholomew estime que ce qui se passe en France n'affecte pas l'Italie; toutefois, il ne faudrait pas exclure l'influence que pourraient avoir en Italie certaines manoeuvres plus à gauche du PCF, en particulier sur la jeunesse très mouvante qui gravite autour du PCI.

- 6 -

Au sujet des chances des PC de ces deux pays de gagner "a fair democratic majority" et de prendre de la sorte le pouvoir, aucun de ces interlocuteurs ne croit qu'elles existent dans les circonstances présentes.

Dans ce contexte, M. le Ministre Hohl voit une justification du terme "eurocommunisme" en relation avec la Yougoslavie, pays dans lequel l'influence de Moscou pourrait augmenter à la mort de Tito. A son avis une telle influence ne serait pas sans effet sur les PC européens. C'est là une question critique suivie avec d'autant plus d'attention par les Etats-Unis, indique M. Bartholomew, que l'état actuel des choses en Europe de l'Est n'est pas aussi sûr qu'il paraît pour le système d'influence soviétique. Il est cependant difficile de prédire l'avenir, ajoute-t-il encore, car l'attitude plutôt défensive de l'URSS à l'égard de la Yougoslavie n'a jamais exclu l'éventualité d'une certaine hégémonie soviétique après Tito.

Dans ce contexte, M. Hunter mentionne le fait à son avis positif que la Chine est probablement considérée aujourd'hui par Moscou comme une perte et que l'on parle aussi toujours plus des aptitudes de l'URSS à maintenir son rôle et sa puissance idéologique mondiale. Cette observation, relève M. l'Ambassadeur Weitnauer, était aussi celle du sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques M. P. Habib avec lequel il a eu ses premiers entretiens le 26 octobre 1977.

HO/em

Washington, D.C.,  
den 31. Oktober 1977

Lunchgespräch  
Generalsekretär Weitnauers  
mit  
David Aaron,  
Stellvertreter Brzezinskis im NSC

(am 27. Oktober 1977)

(anwesend: Botschafter Probst  
und  
Minister Hohl)

\* \* \*

1. Generalsekretär Weitnauer erklärt A. kurz Zweck und Rahmen seines Washingtoner Besuchs, in dessen Zentrum Konsultationen mit dem Staatsdepartement (Unterstaatssekretär Habib) stehen. Wir sind aber daran interessiert, bei dieser Gelegenheit auch mit Vertretern des Nationalen Sicherheitsrates das Gespräch aufzunehmen. Aaron ist mit diesem Dialog sehr einverstanden und



freut sich über den offensichtlich etwas aktiver gewordenen Einsatz der schweizerischen Aussenpolitik. Auf seine Beurteilung der Lage an verschiedenen Hauptfronten der amerikanischen Aussenpolitik (Ost-West Beziehungen, SALT, Nahost usw.) hin angesprochen, gibt A. folgende Kommentare ab.

2. Allgemein stellt A. fest, dass Moskau die Washingtoner Szene nach Amtsantritt der Carterverwaltung sorgfältig und misstrauisch beobachtet habe, ohne indessen den neuen Präsidenten (wie viele seiner Vorgänger) einem Härtetest zu unterziehen. Nachdem die Carterische Menschenrechtspolitik eine experimentelle Phase durchlaufen hatte und auf Grund realpolitischer Adaptionen<sup>ab</sup> in ruhigere Gewässer gesteuert wurde, habe man im Kreml ganz offensichtlich dem Basisentscheid getroffen, an der Détentepolitik festzuhalten.

3. Die Aussichten für eine intensivere Kooperation mit den Sowjets seien allgemein gut. Die Verhandlungsbereitschaft in Moskau reiche zur Zeit von den Abrüstungsgesprächen (SALT usw.) über die US-Befriedigungsbemühungen im Nahen Osten bis zu Konsultationen betreffend die Pazifizierung des Indischen Ozeans.

4. Für den Abschluss von SALT II lägen die Haupthindernisse heute nicht so sehr in Moskau wie im Kongress. Die Mitglieder des Verteidigungsausschusses (Subcommittee on Disarmament) des Senats pflegten laufend Kontakte mit den Joint Chiefs of Staff. Letztere nähmen zu einigen Punkten des SALT II-Entwurfs kritisch Stellung. Es bleibe eine enorme Aufklärungsarbeit zu leisten. (Carter habe zeitweise - vor allem punkto Timing - öffentlich einem etwas

forcierten Optimismus gehuldigt.) Der Nationale Sicherheitsrat und das Staatsdepartement unterhielten mit den zuständigen Senatoren laufend Kontakte. Dabei sei man aber immer bemüht, eine scharfe Grenze zu ziehen zwischen Konsultationen und Verhandlungen. Auf letztere wolle man sich mit der Legislative nicht einlassen.

5. Im Nahen Osten rechnet A. nicht mit einer aktiven und positiven Einflussnahme der Sowjets auf die "rejectionists" in der arabischen Welt. Man müsse schon froh sein, wenn Moskau sich zurückhalte und nicht gegen die amerikanischen Bemühungen um die Wiedereinberufung der Genfer Konferenz intrigiere. Im übrigen verfüge die UdSSR vorderhand nicht über ein entscheidendes Einfluss- und Stör-Potential.

In Dayan sieht A. einen sehr positiv einzuschätzenden Gesprächspartner. Durch Dayan habe man der Beginregierung beträchtliche Konzessionen abringen können: Gutheissung einer pan-arabischen Delegation und einer Beteiligung von Palästinensern an den Genfer Verhandlungen. Nun stünden die Araber unter Zugzwang. A. setzt seine Hoffnungen auf den agilen, zu jedem Kopfstand und zu jeder Metamorphose fähigen Arafat. Letzterer werde vielleicht doch - zusammen mit seinen Gefolgsleuten - letzten Endes einsehen, dass es im Interesse der OLP sein könnte, auf Prestigedenken zu verzichten und ihre Präsenz low-key zu halten, um so in Genf die Türe für sich vorderhand zum mindesten um einen Spalt weit zu öffnen.

6. Am 28. Oktober fliegt A. zu Konsultationen nach Tokio. Hauptgesprächsthemen: Wirtschaft, Nuklearproliferation, Korea. Man

suche durch solche Kontakte der hiesigen Tendenz entgegenzuwirken, das ferne Tokio zu vernachlässigen. Neben der wirtschaftspolitischen Diskussion stehe in Tokio das Koreaproblem im Vordergrund. Die Japaner hätten zwar grundsätzlich den amerikanischen Truppenabzugsplan gutgeheissen, befürchteten aber, dass sich das ganze komplizierte Programm nicht planmässig abwickle. Hinweis auf die Auswirkungen des Bestechungsskandals, in den zahlreiche demokratische Senatoren mehr oder weniger weitgehend involviert seien. Diese Leute sind nun offenbar versucht, ihre Unbestechlichkeit auf politischer Ebene zu demonstrieren, indem sie gegen die Kredite für die Modernisierung der koreanischen Streitkräfte stimmen, die zur Kompensation des amerikanischen Truppenabbaus vorgesehen waren. Dem wird die Administration entgegenwirken. In Tokio gilt es aber nach A. eine diesbezüglich wachsende Unruhe zu dämpfen.

\* \* \*